

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993
1ère Circonscription de la Mayenne

François d'AUBERT

DÉPUTÉ SORTANT

Henri HOUDOUIN

SUPPLÉANT

CANDIDATS D'UNION DE L'OPPOSITION UDF-RPR



François d'AUBERT

49 ans, marié, père d'un enfant
Député depuis 1978
Vice-Président du Conseil Régional
Vice-Président de la Commission des finances
à l'Assemblée Nationale
Magistrat (en disponibilité) à la Cour des Comptes



Henri HOUDOUIN

56 ans, marié, père de 3 enfants
Agriculteur
Maire de Bonchamp
Vice-Président du District de Laval
Président du Syndicat des 5 Rivières
et du Syndicat du Bassin de la Jouanne

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La France va mal. Elle subit à la fois une **crise économique et sociale** avec un chômage sans précédent (plus de 3 millions de personnes), **une crise agricole** qui appauvrit et désespère le monde rural, **une crise morale** dont François Mitterrand et les socialistes portent la responsabilité : champions autoproclamés de la morale en 1981, ils se sont totalement déconsidérés en colonisant l'Etat, en systématisant la corruption et l'affairisme et en manœuvrant pour s'assurer l'impunité, comme par exemple dans la tragique affaire du sang contaminé.

Il est grand temps de réagir, de changer de politique et de comportements

Mais la partie sera difficile. S'il reste à l'Elysée, François Mitterrand est bien décidé à mettre des bâtons dans les roues de la future majorité. Pour l'en empêcher et l'inciter à partir, le meilleur moyen est d'envoyer à l'Assemblée Nationale les 21 et 28 mars prochains **une majorité unie, large et décidée**.

Avec Henri HOUDOUIN, mon suppléant, nous sommes candidats uniques de l'**Union de l'opposition UDF-RPR**. Pour nous, l'Union doit prévaloir sur le reste, si l'on veut éviter de désespérer les sympathisants de l'opposition et surtout si l'on souhaite gagner les futures élections présidentielles.

Nous avons plus que jamais la volonté de nous battre pour la Mayenne et d'être constamment à l'écoute de vos problèmes quotidiens.

Pour l'emploi, l'heure n'est pas aux grandes promesses. Sachez simplement que nous ferons le maximum, à la fois pour améliorer le traitement social du chômage et pour entreprendre des réformes en profondeur, qui sont la clé d'une amélioration progressive de la situation : modernisation du système éducatif, développement de la formation et d'un apprentissage « à l'allemande » (en Allemagne 1 jeune sur 20 n'a pas d'emploi, contre 1 sur 4 en France), abaissement des charges pesant sur les entreprises, partage, dans certaines conditions, du temps de travail.

Les Mayennais attendent spécifiquement de la future majorité une volonté politique d'aménager le territoire, de défendre le Grand Ouest et la province contre la croissance démesurée et ruineuse de l'agglomération parisienne, de défendre le milieu rural et de soutenir les agriculteurs. **Plus que jamais il faut faire entendre la voix des départements ruraux et des agriculteurs mayennais.** Comptez sur moi pour harceler le futur Gouvernement sur nos problèmes agricoles et obtenir du concret (par exemple la suppression rapide de l'impôt sur le foncier non bâti, avec compensation par le budget de l'Etat pour les communes). Je suis particulièrement conscient que la course à la productivité est excessive, que les grandes entreprises sont trop souvent incitées à privilégier les choix financiers contre les choix industriels, c'est aussi une erreur que l'Europe ait abandonné la préférence communautaire et refuse de protéger ses productions industrielles et agricoles. Pour inverser le cours des choses, il faudra en fait une vraie volonté politique, s'appuyant sur des convictions solides.

La Mayenne est une terre modérée, ouverte aux débats d'idées et refusant le sectarisme. C'est l'attitude que j'adopterai à l'égard de l'**écologie**. A condition cependant que les écologistes se démarquent des socialistes (ce qui n'est pas toujours le cas) et que leurs propositions ne soient pas au-dessus des moyens financiers de notre pays et ne mettent pas en péril notre industrie et notre agriculture.

Jusqu'à maintenant à l'Assemblée Nationale, je ne suis battu pour mes convictions, sans m'en laisser compter, comme vous avez pu vous en rendre compte par exemple à propos de la lutte contre l'infiltration de la Mafia en France. Je n'ai pas l'intention de changer d'attitude.

Je crois que le « social » doit passer avant le libéralisme économique, même si c'est la liberté économique qui crée la richesse dans un pays. Sans l'Etat les pauvres et les faibles seraient sans défense. Pour maintenir la **cohésion sociale**, il faut à la fois que les plus entreprenants ne soient pas bridés et que les plus démunis puissent sortir de leurs difficultés avec dignité. Mais aussi que l'immigration soit arrêtée. Je l'écrivais déjà en 1988, je le répète aujourd'hui sans hésiter.

Je suis convaincu de l'importance primordiale des valeurs morales. La future majorité, après les scandales qui ont déconsidéré les socialistes, sera aussi et surtout jugée sur son comportement moral. Il faut réhabiliter des valeurs aussi simples et essentielles que l'intégrité, la responsabilité, la solidarité. Et en même temps rétablir un Etat honnête, impartial, économe de l'argent des contribuables et assurant ses fonctions fondamentales : la justice, la sécurité.

Je suis toujours autant attaché à la défense des libertés et de la Liberté. Avec la future majorité, un pas décisif pourra être fait pour la **liberté de l'enseignement** en permettant aux collectivités locales de financer les investissements et les équipements des écoles privées.

Avec Henri Houdouin, nous formons une équipe unie et déterminée qui depuis quelques années déjà se bat pour la Mayenne et les Mayennais. Nous voulons encore une fois mériter votre confiance et un mandat qui nous commande de lutter au plus vite contre la crise sociale et morale qui empêche aujourd'hui la France d'être fidèle à ses principes, ses valeurs et ses ambitions.

*Vous pouvez compter sur ma fidélité, mon dévouement
et ma détermination.*

Frédéric d'Aubert